

4 Économie

Plan de relance économique

Le FMI invite le gouvernement à la prudence et à la transparence

Maxime Serge MIHIN-DOU

Libreville/Gabon

Selon le dernier rapport de mission du Fonds, les perspectives à court terme du Gabon demeurent délicates, malgré les premiers signes d'une reprise économique et les progrès réalisés jusqu'à présent dans la mise en œuvre des réformes structurelles. Les arriérés de dette continuent, estime le FMI, de peser sur l'activité économique. Une mise en œuvre résolue sera essentielle à la réussite du programme de relance économique.

AU terme de sa visite de 8 jours au Gabon (26 juillet au 2 août), le chef de mission du Fonds monétaire international, Alex Segura-Ubierno, a animé, hier, une conférence de presse en compagnie du ministre de l'Economie, Régis Immongault, et du futur représentant-résident du FMI au Gabon, Marcos Poplawski-Ribiero.

Il était question pour le chef de délégation d'éclairer les zones d'ombre sur l'appui financier de 384 milliards de francs accordé par le FMI au Gabon afin de soutenir son plan de relance économique. Mais, également de donner son avis sur les perspectives économiques du Gabon et sa réelle capacité à surmonter cette crise.

Selon M. Segura-Ubierno, le programme conclu avec le FMI n'a aucune visée politique, et ne constitue en rien un quelconque soutien financier à un bord politique, comme l'ont laissé entendre certains leaders de la société civile et de l'opposition. Ce programme a pour objectif premier, a-t-il rappelé, de rétablir la stabilité macroéconomique, assurer la viabilité de la dette au niveau national et à préserver la stabilité extérieure pour la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) dont les réserves ont fondu comme neige au soleil depuis la chute des cours du pétrole. Lesquelles auraient pu déboucher sur une dépréciation de la valeur du franc CFA.

La décision du Conseil d'administration du FMI de soutenir le Gabon ne vise donc comme autre objectif que de relancer au plus vite l'économie nationale sévèrement impactée par la crise.

« Les perspectives économiques à court terme du Gabon demeurent délicates. La croissance économique globale devant être modeste, aux alentours de 1 %, en 2017. À partir de 2014, la chute des cours internationaux du pétrole est allée de pair avec un ralentissement de l'activité économique, un net repli des exportations de pétrole et des recettes budgétaires et une détérioration de la balance des paiements », a indiqué Alex Segura-Ubierno.

Cependant, a-t-il souligné, malgré ces perspectives difficiles, certains signes sembleraient indiquer que l'économie a commencé à se stabiliser au premier semestre 2017. « Le secteur pétrolier a bénéficié du redressement des prix énergétiques internationaux par rapport aux faibles niveaux enregistrés au début 2016. En outre, d'autres secteurs liés aux ressources naturelles, comme par exemple les filières manganèse et bois et les activités agro-industrielles connaissent une croissance rapide, et les BTP semblent manifester plus de résilience que prévu. Il ressort des données douanières préliminaires que la croissance des industries extractives du Gabon a dopé les exportations de 38 % (en glissement annuel) à fin juin, tandis que les importations ont reculé de 21 %. Cette amélioration de la balance commerciale a contribué à atténuer le repli des réserves internationales imputées au Gabon à la BEAC. Cependant, l'économie continue d'accuser de sérieuses vulnérabilités. Le secteur du commerce et les services sont en récession et les dépôts bancaires et le crédit à l'économie ont diminué », a-t-il insisté.

La mission du Fonds a encouragé les autorités gabonaises à mener des réformes pour accroître la mobilisation de recettes non pétrolières, tout particulièrement au plan douanier, où les résultats ont été décevants.

Une plus grande mobilisation de recettes devrait aider à protéger les programmes essentiels de santé, d'éducation et de protection sociale en faveur des couches démunies de la population. En outre, pour rétablir la confiance dans l'économie, une communication fréquente avec les parties prenantes sera nécessaire, au même titre que des progrès résolus dans la mise en œuvre du plan d'apurement des arriérés de dettes.

SATISFECIT* Si la mission s'est félicitée des progrès récemment enregistrés sur le front des réformes structurelles, y compris l'adoption de nouvelles procédures de dépenses et le renforcement des contrôles pour éviter le recours aux dépenses extra-budgétaires, elle a, néanmoins, émis quelques réserves.

« Des réformes additionnelles pour accroître l'efficacité et la



Photo : D.R

Le ministre Immongault (c) lors de la conférence de presse conjointe avec le chef de mission du FMI Alex Segura-Ubierno (g).

saire, au même titre que des progrès résolus dans la mise en œuvre du plan d'apurement des arriérés de dettes.

SATISFECIT* Si la mission s'est félicitée des progrès récemment enregistrés sur le front des réformes structurelles, y compris l'adoption de nouvelles procédures de dépenses et le renforcement des contrôles pour éviter le recours aux dépenses extra-budgétaires, elle a, néanmoins, émis quelques réserves.

« Des réformes additionnelles pour accroître l'efficacité et la

relles, y compris l'adoption de nouvelles procédures de dépenses et le renforcement des contrôles pour éviter le recours aux dépenses extra-budgétaires, elle a, néanmoins, émis quelques réserves.

« Des réformes additionnelles pour accroître l'efficacité et la

Appui financier du FMI

Déjà 58 milliards de francs décaissés



Photo : L'Union

Les premiers décaissements ont apporté un soulagement au ministère du Budget.

MSM

Libreville/Gabon

FIDELE à son engagement vis-à-vis du Gabon, le Fonds monétaire international a déjà déboursé 98,8 millions de dollars de dollars (sur 642 millions de dollars promis) au profit du gouvernement. Soit environ 58 milliards de francs.

Ces premiers versements ont été décaissés en juin dernier, a reconnu le ministre de l'Economie Régis Immongault. Ils ont servi ou vont servir à régler une partie des arriérés de dette de l'Etat et à financer certaines dépenses sociales et d'investissements. « Nous avons des arriérés de dette intérieure et extérieure. Une partie de l'argent va permettre de payer ces dettes et une autre partie à régler certaines dépenses sociales et d'investissements », a indiqué l'argentier gabonais.

Les décaissements restants s'étaleront sur la durée du programme et seront subordonnés à des revues semestrielles, a précisé le chef de mission du FMI Alex Segura-Ubierno.

transparence des dépenses publiques seront également essentielles. Il faudra pour cela respecter scrupuleusement les règles budgétaires, améliorer les marchés publics afin de réduire les contrats de gré à gré, recourir davantage aux études de faisabilité pour hiérarchiser les projets d'investissement public, et assurer une diffusion plus large de l'information économique. La publication d'un rapport trimestriel sur le montant et la composition des arriérés et des analyses de la rentabilité des projets d'investissement public dépassant 20

milliards de FCFA seront autant de pas importants dans la bonne direction », a fortement suggéré Alex Segura-Ubierno.

« La mise en œuvre énergique des plans d'apurement des arriérés de l'Etat sera également vitale pour accroître la résilience du secteur financier. Dans le même temps, les réformes destinées à améliorer le climat des affaires en appui à la stratégie de diversification devraient également être menées avec vigueur car elles offrent la possibilité de hisser la croissance vers les 5 % à moyen terme », a-t-il conclu.

Petit angle

Le spectre d'une dévaluation du franc est-il écarté ?



Photo : DR

La fragilité actuelle des économies de la Cémac n'écarte pas le spectre d'une dévaluation.

MSM

Libreville/Gabon

C'EST une question angoissante qui revient chaque fois que se présente la moindre occasion. L'appui financier du FMI aux pays de la Cémac met-il fin aux rumeurs sur une possible dévaluation du franc CFA ?

Interrogé sur le sujet, la réponse du chef de mission du FMI est pourtant sans équivoque mais, peut nourrir de doutes certains des plus sceptiques habitués aux dérives budgétaires de l'Etat.

« Ce sont les pays de la Cémac qui peuvent se mettre à l'abri d'une dévaluation du franc CFA », a-t-il lancé.

Selon Alex Segura-Ubierno, il revient aux États de respecter scrupuleusement le programme conclu avec le FMI afin d'éviter des situations pouvant déboucher sur une crise monétaire. En effet, a-t-il souligné, une partie des fonds affectés aux pays de la Cémac doit servir, impérativement, à la reconstitution de leurs avoirs extérieurs nets dont l'érosion manifeste pouvait déboucher sur un ajustement monétaire aux conséquences négatives.

« Il faut augmenter les recettes d'exportation pour sécuriser les réserves », a-t-il insisté.

Pour l'instant, a-t-il indiqué, les premiers signaux sont positifs et vont dans le sens d'un maintien du système de change actuel.

« En 2016, les pays de la Cémac perdaient près de 500 millions de dollars de réserves de change par mois. En 2017, ces pertes ne représentent plus que 100 millions de dollars par mois », a-t-il fait savoir.

CHANGEMENTS

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 03/08/2017

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1829	1USD =	554,533	1 USD	573,942
CAD	1,4841	1CAD =	441,990	1 CAD	465,549
JPY	130,9800	1JPY =	5,008	100 JPY	520,779
GBP	0,8943	1GBP =	733,528	1 GBP	765,833
CHF	1,1459	1CHF =	572,438	100 CHF	59991,14
ZAR	15,7101	1ZAR =	41,754	100 ZAR	4 341,89
MAD	11,1610	1MAD =	58,772	1 MAD	61,12
CNY	7,9559	1CNY =	82,449	1CNY	84,92
KES	122,8800	1KES =	5,338	1KES	5,50

INDICES BOURSISERS

	en date du	
CAC 40	03/08/2017	5 126,38
DOW JONES	03/08/2017	22005,09

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
03 Août 2017: 51,87